

Résolution 2

Education aux médias : l'urgence de définir une vision, une stratégie et des modalités de soutien, au niveau national

Aujourd'hui en Suisse, jusqu'à 80% des jeunes ne lisent plus les médias traditionnels et n'accèdent plus aux informations d'intérêt public concernant l'actualité locale, régionale et parfois même, nationale. Cette proportion alarmante de ce que l'on appelle "l'indigence médiatique" touche désormais quatre jeunes sur cinq: elle a doublé, en quinze ans seulement. Ces "indigents médiatiques" confondent de plus en plus "s'informer" et "se divertir", consultent essentiellement les réseaux sociaux et privilégient les partages de vidéos, notamment sur TikTok. La situation est tout aussi inquiétante en matière de compétences numériques: la jeunesse helvétique des 9-16 ans obtient parmi les plus mauvais scores, au niveau européen. Tels sont les principaux résultats qui ressortent de trois études récentes (fög, 2022; James, 2022; EU-kids, 2020).

Depuis bientôt 20 ans, des initiatives telles que la Semaine des médias ont été développées, d'abord en Suisse romande, puis en Suisse alémanique. Au niveau régional et cantonal, les enseignements de formation générale concernant les MITIC (Médias, Images, Technologies de l'Information et de la Communication) ont été inclus de manière transversale dans les programmes scolaires (PER-Plan d'études romand et tessinois; Lehrplan 21). Malgré toutes ces initiatives louables, souvent menées de manière bénévole, et l'engagement des enseignants, responsables scolaires, formateurs, milieux associatifs, professionnels des médias, éditeurs... force est de constater que les objectifs ne sont pas atteints.

Ces derniers mois, l'Association suisse des journalistes — **impresum** a organisé des consultations dans le cadre de ses projets visant à la sensibilisation et au renforcement des partenariats autour des problématiques de la qualité des médias, de la déontologie et du professionnalisme du secteur. Sur le thème de l'éducation aux médias (ci-après, EM), tous les intervenants contactés, à tous les niveaux concernés, ont signalé des problèmes structurels et récurrents dans la mise en œuvre de l'EM en Suisse, notamment: manque de moyens accordés; peu d'initiatives «passerelles», visant à transférer et adapter les ressources entre cantons, et entre régions linguistiques; risques d'épuisement de l'engagement bénévole; manque de coordination et de mutualisation intercantonale et surtout, totale absence de soutien au niveau national. D'autres défis urgents sont à relever: adapter et actualiser les outils et ressources pédagogiques aux évolutions si rapides du secteur des médias et des outils numériques (algorithmes, intelligence artificielle-IA entre autres); former en conséquence les futurs formateurs MITIC et les enseignants.

Même si de nombreux partenariats ont été établis (par exemple, convention entre la CIIP et la RTS ; collaborations avec les médias locaux et régionaux, les éditeurs, les Hautes écoles) la vision d'ensemble des initiatives et ressources disponibles dans les différentes régions linguistiques fait encore défaut. Outre l'absence de recensions complètes, aucune étude de type universitaire n'existe encore en Suisse, à notre connaissance, qui permette de dresser un bilan global de la situation, de l'ampleur des enjeux actuels et à venir.

Ainsi, la Suisse resterait le seul pays d'Europe où dans le domaine de l'EM, rien ou presque ne serait pensé, conçu, défini et surtout soutenu, au niveau national. Cette situation hors du commun fait depuis bientôt 20 ans l'objet de nombreuses interventions parlementaires. Il est nécessaire de changer d'approche et d'échelle, comme cela a déjà été effectué depuis plusieurs décennies dans la grande majorité des pays voisins. Même des Etats de tradition fédéraliste ont mis en place des centres de ressources, de coordination et d'expertise pilotés et financés au niveau national, tout en préservant les particularités et prérogatives des régions. Parmi de nombreux exemples, l'Allemagne a créé en 2018 un « pacte numérique » (Digitalpakt), soutenu par le gouvernement fédéral à hauteur de 5,5 milliards d'euros sur cinq ans. En

Belgique francophone (Fédération Wallonie-Bruxelles), le Conseil Supérieur de l'Éducation aux Médias-CSEM a pour buts de favoriser la coordination entre les acteurs de l'EM; de promouvoir l'EM, «tout au long de la vie»; de mutualiser les expériences; de construire des politiques publiques plus cohérentes et de susciter des initiatives innovantes.

L'Association suisse des journalistes — **impresum** demande aux autorités et instances fédérales concernées de changer d'approche et de s'inspirer sans tarder de tels modèles, pour favoriser la création d'une plate-forme nationale dédiée à l'éducation aux médias. Il est en effet devenu urgent de définir dans ce domaine une vision, une stratégie et des modalités de soutien, au niveau national. Un soutien financier rapide et conséquent est nécessaire — ne serait-ce que pour, au moins dans un premier temps, renforcer, mutualiser, traduire, pérenniser et actualiser les ressources existantes.

Ainsi adopté à l'unanimité par l'Assemblée des délégués du 31 mars 2023.